

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 32/03

ÉFAI – 030070 – AMR 53/004/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

VÉNÉZUÉLA Cesar Emilio Machado (h)

Londres, le 29 janvier 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Cesar Emilio Machado. Au cours des treize derniers mois, cet homme n'aurait cessé d'être intimidé et menacé de mort par la *Policía Municipal* (police municipale) de la municipalité de Girardot, à Maracay, ville située dans l'État d'Aragua.

Selon les informations recueillies, des policiers municipaux de Girardot ont ouvert le feu sur le domicile de Cesar Emilio Machado le 9 décembre 2002, à 2 heures du matin. Il n'a pas été blessé mais son domicile a subi des dommages. Depuis cette attaque, Cesar Emilio Machado serait surveillé par des inconnus à bord de voitures dépourvues de plaque d'immatriculation.

Il semble que la police municipale soit à l'origine de nombre d'actes d'intimidation et de menaces dont Cesar Emilio Machado a fait l'objet depuis que des policiers l'ont attaqué et ont tiré sur lui, à Maracay, le 21 décembre 2001. Il avait alors été blessé à la jambe et passé à tabac par la police, apparemment sans raison. Fin décembre 2001, les autorités vénézuéliennes et le *Defensor del Pueblo* (médiateur chargé de la défense des droits humains) ont été informés de cette attaque, mais aucun de ses agresseurs, qu'il a pourtant identifiés, n'a été appréhendé ni inculpé. Continuellement intimidé et menacé, Cesar Emilio Machado a été contraint de déménager.

Selon les organisations locales de défense des droits humains qui se sont intéressées au cas de Cesar Emilio Machado, l'attaque dont son domicile a été la cible le 9 décembre visait à l'empêcher de témoigner contre la police municipale au cours de l'audience préliminaire de son procès, qui devait avoir lieu ce même jour à Maracay, mais qui a été reportée.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Dans nombre d'États vénézuéliens, notamment l'Aragua, le Bolívar, l'Anzôtequi et le Falcón, la police, depuis longtemps, commet des exécutions extrajudiciaires et s'abstient d'assurer la protection des témoins et des proches des victimes. La Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Commission interaméricaine des droits de l'homme sont intervenues à maintes reprises, demandant aux autorités locales et nationales d'enquêter sur ces crimes et de protéger les personnes menacées. Dans la plupart des cas, cependant, les autorités n'ont pas appliqué les mesures recommandées par les instances du système interaméricain des droits de l'homme.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– faites part de votre préoccupation quant à la sécurité de Cesar Emilio Machado, et demandez aux autorités vénézuéliennes de prendre des mesures efficaces pour le protéger ;

– appelez les autorités à mener sans délai une enquête exhaustive et impartiale sur les menaces et les actes d'intimidation dont cet homme a fait l'objet ; demandez que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les auteurs présumés soient déférés à la justice ;

– dites-vous préoccupé par le fait que les agresseurs de Cesar Emilio Machado sont toujours en liberté, et exhortez les autorités à faire le nécessaire pour que des progrès soient réalisés dans cette affaire.

APPELS À :**Procureur général du Vénézuéla :**

Fiscal General de la República
Dr. Isaías Rodríguez
Avenida Universidad
Esquina Pele el ojo a Misericordia
Frente a Parque Carabobo
Caracas, Vénézuéla

Télégrammes : Fiscal General de la República, Caracas, Venezuela

Fax : +58 212 576 44 19

Formule d'appel : *Estimado Señor Fiscal General, /*
Monsieur le Procureur général,

Responsable de la police municipale de Girardot :

Comandante Edgar Delgado Merentes
Policía Municipal de Girardot
Parque de Feria, San Jacinto
Avenida Intercomunal de Turmero
Maracay, Aragua, Vénézuéla

Télégrammes : Policía Municipal de Girardot, Maracay, Aragua, Venezuela

Fax : + 58 243 234 3272

Formule d'appel : *Estimado Señor, /* Monsieur,

COPIES À :**Organisation de défense des droits humains :**

Red de Apoyo por la Justicia y la Paz
Parque Central, Edif. Caroata, Nivel Ofic. 2
Ofic. 220, Parque Central
Caracas, Vénézuéla

Fax : +58 212 574 1949 / 574 8005

Courriers électroniques : redapoyo@cantv.net

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Vénézuéla dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 12 MARS 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*

Méiateur :

Defensoría del Pueblo
Dr. Germán Mundaraín
Bellas Artes Comienzo Avenida México Frente al Ateneo de
Caracas
Plaza Morelos
Caracas, Vénézuéla

Télégrammes : Defensoría del Pueblo, Caracas, Venezuela

Fax : +58 212 575 4467 (si quelqu'un répond, dites : « *tono de fax por favor* »)

Courriers électroniques : gmondarain@defensoria.gov.ve

Formule d'appel : *Estimado Señor, /* Monsieur,

Maire de la municipalité de Girardot :

Coronel Humberto Prieto
Alcalde Municipal
Alcaldía del Municipio Girardot
Avenida las Delicias
Cruce con Avenida Casanova Godoy
Edificio Sede Alcaldía
Maracay, Aragua, Vénézuéla

Télégrammes : Alcalde Municipal, Alcaldía del Municipio Girardot, Maracay, Aragua, Venezuela

Fax : + 58 243 233 4578

Formule d'appel : *Estimado Señor, /* Monsieur le maire,